À l'attention de Monsieur le Président de la République, Emmanuel Macron :

Objet : Appel conjoint en faveur de l'espace civique, de la participation civique, et du dialogue social en amont du 20e Sommet de la Francophonie

Monsieur le Président de la République,

Nous, organisations de la société civile, syndicats, défenseurs des droits humains, groupes de jeunes, organisations de défense des droits des femmes, représentants de communautés et citoyens soussignés, tous cambodgiens, sommes sérieusement préoccupés par le recul démocratique, les violations des droits humains, et les attaques incessantes contre la société civile au Cambodge. Alors que le pays se prépare à accueillir à Phnom Penh le Sommet de la Francophonie ce mois-ci, nous exhortons les États membres à démontrer leur engagement envers les libertés fondamentales, une participation civique significative, le dialogue social et la promesse démocratique qui constituent le socle de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Tandis que le Cambodge continue sa transformation économique et approfondit son engagement international, notamment au sein de la communauté de la Francophonie, le pays doit veiller à ce que son développement soit inclusif, équitable et réponde aux aspirations de son peuple. Bien loin de cela, activistes, politiciens, journalistes, travailleurs et citoyens engagés font face à des détentions arbitraires et à une privation de leurs droits fondamentaux, y compris de leurs droits politiques à l'approche des élections locales et nationales, respectivement prévues en 2027 et 2028.

Les États membres de la Francophonie et les ambassades au Cambodge doivent soutenir publiquement les institutions démocratiques, la participation civique, l'égalité des genres, le dialogue social et l'état de droit.

Nous demandons respectueusement à la France de :

1. Aborder directement les violations des droits humains avec vos homologues du gouvernement cambodgien, notamment en appelant à la libération immédiate et à l'abandon de toutes poursuites à l'encontre des défenseurs des droits humains,

journalistes, dirigeants syndicaux et activistes actuellement incarcérés, en particulier les sept jeunes militants des mouvements Mother Nature et Khmer Student Intelligent League Association (KSILA).

2. Soulever la question de la détérioration rapide de la situation de la démocratie et des libertés politiques, afin de garantir que les Cambodgiens puissent participer de manière significative aux élections locales et nationales sans craindre de persécutions, et de faire en sorte que tous les partis politiques puissent concourir librement lors des élections de 2027 et 2028.
3. Promouvoir un dialogue direct entre les délégations de la Francophonie et les organisations de la société civile cambodgienne, dont les syndicats, les groupes de jeunes, ainsi que les organisations de défense des droits humains et des femmes.
4. Favoriser la participation des jeunes aux affaires publiques et aux dialogues politiques liés au Sommet de la Francophonie.
5. Veiller à ce que toutes les activités commerciales et les investissements liés à la Francophonie au Cambodge — ou en lien avec ce pays — soient pleinement conformes aux principes de diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement, tout au long de la chaîne d'approvisionnement mondiale, en s'appuyant sur des indicateurs clairs concernant les attentes en la matière.
6. Reconnaître la contribution des syndicats indépendants et des organisations de travailleurs au renforcement du dialogue social, du travail décent et du développement économique responsable. Cela implique notamment de soutenir la grève en cours menée par le syndicat Labour Rights Supported Union of Khmer Employees of NagaWorld (LRSU), qui est la plus longue grève de l'histoire du Cambodge.

La communauté de la Francophonie et ses États membres doivent inciter le gouvernement cambodgien à respecter ses engagements en faveur des valeurs démocratiques, des droits humains et d'un développement équitable pour tous ses citoyens.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Phnom Penh, Cambodge
11 Novembre 2026